



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

**DIRECTION DE LA COORDINATION,  
DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE**

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

ICPE n° 2016/0041

**Arrêté du - 7 OCT. 2016  
autorisant l'exploitation d'un parc zoologique  
sur la commune de Terre-Clapier  
- SARL EXOTICAMIS -**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le règlement communautaire n° 338/97 du 09 décembre 1996 modifié, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
- Vu** le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1er du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1er du livre IV et dans sa partie réglementaire, titre 1er du livre IV relatif au patrimoine naturel ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-3 et R. 214-17 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n°96-216 du 14 mars 1996 relatif aux règles techniques et à la procédure de certification applicables aux électrificateurs de clôture ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 23 août 2016 portant nomination de M Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 octobre 1982 modifié relatif à l'élevage, la garde et la détention des animaux ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 octobre 1995 modifié et complété par l'arrêté interministériel du 7 octobre 1996 relatif à la mise en œuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 modifié définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevages, de vente et de transit des espèces de gibiers dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu** l'arrêté du 1er décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 81-2015-12-CC du 24 décembre 2015 accordant à Monsieur Cédric BEIGNET le certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** la demande formulée par la SARL EXOTICAMIS, dont le siège social est situé au lieu-dit Maguelonne à Terre-Clapier (81120), afin d'être autorisée à exploiter un établissement zoologique à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, situé à Terre-Clapier (81120) ;
- Vu** l'étude d'impact, l'étude des dangers, les plans et éléments joints à la demande susvisée ;
- Vu** l'avis de l'inspection des installations classées (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) du 23 février 2016 relatif à l'examen de recevabilité du dossier susvisé ;
- Vu** l'avis du préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, autorité environnementale, du 9 mai 2016 ;

- Vu** le dossier de l'enquête publique ouverte du 6 juin 2016 au 7 juillet 2016 sur le territoire des communes de Terre-Clapier, Mouzieys-Teulet, Montroc, Fauch et Teillet, le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Vu** le dossier de l'enquête administrative, l'avis des services administratifs et des conseils municipaux des communes de Terre-Clapier, Mouzieys-Teulet, Montroc, Fauch et Teillet ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;
- Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en sa séance du 15 septembre 2016 ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) en sa séance du 29 septembre 2016 ;
- Vu** le courrier du 29 septembre 2016 par lequel l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté et invité à formuler ses éventuelles observations écrites dans le délai mentionné à l'article R. 512-26 du code de l'environnement, ainsi que sa réponse par courriel du 3 octobre 2016 ;

**Considérant** que l'établissement est soumis à autorisation préfectorale, au titre de la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées, et que l'exploitant possède les capacités techniques et financières nécessaires à son exploitation ;

**Considérant** que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande, et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'établissement en question appartient à la première catégorie définie par l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 modifié susvisé ;

**Considérant** qu'il s'agit d'un établissement de présentation au public d'espèces non domestiques ;

**Considérant** que l'autorisation d'ouverture des établissements de première catégorie nécessite l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant par le présent arrêté permettent de répondre aux exigences fixées par le code de l'environnement notamment son article R. 413-19 ;

**Considérant** que les prescriptions techniques annexées au présent arrêté, qui prennent en compte les avis et remarques formulés lors de la procédure d'enquête publique et administrative sont de nature à réduire les nuisances et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement des installations et constituent des mesures compensatoires suffisantes afin de permettre de sauvegarder les intérêts susmentionnés ;

**Considérant** que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

**Considérant** que le présent arrêté fixe les moyens de sécurité, de prévention et de lutte contre l'incendie à mettre en place ;

**Considérant** en outre que le présent arrêté définit les modalités de mise à l'arrêt des installations ainsi que les conditions de réhabilitation du site en cas de cessation définitive des activités ;

**Considérant** que les dangers ou inconvénients des installations considérées peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** la vocation pédagogique de l'établissement et son rôle dans la conservation des espèces animales en danger ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*  
**a r r ê t e**

**Article 1 :**

La SARL EXOTICAMIS est autorisée à exploiter un parc zoologique, au lieu-dit Maguelonne sur le territoire de la commune de Terre-Clapier (81120), au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La SARL EXOTICAMIS est autorisée à exploiter un établissement de présentation au public à caractère fixe et permanent d'animaux vivants d'espèces non domestiques situé au lieu-dit Maguelonne sur le territoire de la commune de Terre-Clapier (81120).

**Article 2 :**

Le classement de l'activité exploitée sur le site, visée à l'article 1er, est repris dans le tableau inclus dans les prescriptions techniques ci-annexées, au titre de la nomenclature des installations classées.

**Article 3 :**

L'ensemble des installations doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté et aux dispositions du dossier de demande d'autorisation non contraires à la présente autorisation.

**Article 4 :**

Les installations classées sont situées et installées conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une demande d'autorisation au préfet.

**Article 5 :**

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le code du travail (parties législative et réglementaire) et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**Article 6 :**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

**Article 7 :**

L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendraient nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments, sans que l'exploitant puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

**Article 8 :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Article 9 :**

L'exploitant doit se soumettre à la visite de son installation par l'inspecteur des installations classées.

**Article 10 :**

Tout transfert de l'installation classée sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation nécessitera, le cas échéant, une demande d'autorisation complémentaire qui devra être faite préalablement aux changements projetés.

**Article 11 :**

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devra en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivra la prise de possession.

**Article 12 :**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt d'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit en outre placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

### **Article 13 :**

En cas de vente, le vendeur du terrain où se trouve cette installation est tenu d'informer l'acheteur par écrit des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation, pour autant qu'il les connaisse.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

### **Article 14 :**

Conformément aux articles L. 514-6 et L. 515-27 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

### **Article 15 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire de Terre-Clapier, l'exploitant, ainsi que l'inspection des installations classées (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en mairie de Terre-Clapier pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait en sera affiché à la mairie de Terre-Clapier pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal sera dressé de cette formalité et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

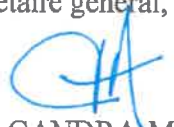
Il sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information au chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage ainsi qu'au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à Albi, le **7 OCT. 2016**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO

# Prescriptions techniques

Annexées à l'arrêté préfectoral du ~~07~~ 07 OCT 2016

autorisant la SARL EXOTICAMIS à exploiter un parc zoologique sur le territoire de la commune de Terre-Clapier (81120)

<b>TITRE A : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS	3
Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	3
Article 2.2 - Situation de l'établissement.....	3
Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation.....	3
Article 2.4 - Organisation de l'activité.....	4
Article 2.5 - Consistance des installations autorisées.....	4
Article 2.6 - Information du public – Pédagogie.....	5
Article 2.7 - Participation aux actions de conservation des espèces animales.....	5
<b>TITRE B : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	5
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS	5
Article 4.1 - Clôtures et enclos :.....	6
Article 4.2 - Installations d'hébergement des animaux :.....	7
Article 4.3 - Accès et séparation.....	7
Article 4.4 - Accès et circulation dans l'établissement.....	8
Article 4.5 - Maîtrise de la végétation.....	8
ARTICLE 5 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	8
ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES	8
ARTICLE 7 : INCIDENTS OU ACCIDENTS	8
ARTICLE 8 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	9
ARTICLE 9 : INSPECTION DES INSTALLATIONS	9
Article 9.1 - Inspection par l'administration.....	9
Article 9.2 - Contrôles particuliers.....	9
<b>TITRE C : PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS	10
ARTICLE 11 : RÈGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT	10
ARTICLE 12 : SURVEILLANCE DES ANIMAUX	10
ARTICLE 13 : CONDITIONS DE TRAVAIL	11
Article 13.1 - Formation du personnel.....	11
Article 13.2 - Hygiène et sécurité du personnel et du public.....	11
ARTICLE 14 : ENCADREMENT DU PUBLIC	11
ARTICLE 15 : PLAN DE SECOURS ET D'INTERVENTION	12
Article 15.1 - Moyens de communication et alerte.....	12
Article 15.2 - Fuite d'animaux.....	12
Article 15.3 - Animaux venimeux.....	12
Article 15.4 - Protection contre l'incendie.....	13
Article 15.5 - Installations techniques.....	15
Article 15.6 - Formation du personnel.....	15



ARTICLE 16 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	16
Article 16.1 - Organisation de l'établissement.....	16
Article 16.2 - Rétentions.....	16
Article 16.3 - Réservoirs.....	16
Article 16.4 - Règles de gestion des stockages en rétention.....	16
<b>TITRE D : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX</b>	
<b>AQUATIQUES.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 17 : RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE ET PLANS D'EAU	17
Article 17.1 - Bassins aquatiques.....	17
ARTICLE 18 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	17
Article 18.1 - Origine et consommation.....	17
Article 18.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	17
Article 18.3 - Aménagement des réseaux d'eau.....	17
Article 18.4 - Schémas de circulation des eaux.....	18
ARTICLE 19 : GESTION DES EAUX PLUVIALES	18
ARTICLE 20 : GESTION DES EFFLUENTS	18
Article 20.1 - Eaux de lavage des enclos.....	18
Article 20.2 - Identification des effluents ou déjections.....	18
Article 20.3 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement.....	18
Article 20.4 - Entretien des réseaux.....	19
Article 20.5 - Eaux usées sanitaires.....	19
<b>TITRE E : LES EPANDAGES.....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 21 : REGLES GENERALES	20
ARTICLE 22 : DISTANCES MINIMALES D'EPANDAGE VIS A VIS DES TIERS	20
ARTICLE 23 : MODALITE DE L'EPANDAGE	20
Article 23.1 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare.....	20
Article 23.2 - Le plan d'épandage.....	21
Article 23.3 - Epandages interdits.....	21
Article 23.4 - Cahier d'épandage.....	22
<b>TITRE F : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>23</b>
ARTICLE 24 : DISPOSITIONS GENERALES	23
ARTICLE 25 : ODEURS ET GAZ	23
ARTICLE 26 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	23
<b>TITRE G : DECHETS.....</b>	<b>24</b>
ARTICLE 27 : PRINCIPES DE GESTION	24
Article 27.1 - Limitation de la production de déchets.....	24
Article 27.2 - Stockage des déchets.....	24
Article 27.3 - Elimination des déchets banals.....	24
Article 27.4 - Elimination des déchets dangereux.....	24
Article 27.5 - Cadavres d'animaux .....	25
<b>TITRE H : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>26</b>
<b>TITRE I : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>27</b>
ARTICLE 28 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	27
ARTICLE 29 : SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	27
<b>TITRE J : ANNEXE 1.....</b>	<b>28</b>

## TITRE A : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL EXOTICAMIS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Maguelonne » à Terre-Clapier (81120), est autorisée à exploiter un parc zoologique ouvert au public, situé sur la commune de Terre Clapier au lieu dit Maguelonne.

L'exploitation de ces installations doit se faire conformément aux dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application.

### ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

#### Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Activité du site	Seuil déclaration	Seuil autorisation	Régime du projet
2140	Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de)	250 ANIMAUX	/	/	A
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	50 LITRES	10 m3	100 m3	NC

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, mentionnés ou non à la nomenclature, qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles section D6 n°619a, 619b, 746, 615, 616 et 620 de la commune de Terre Clapier, au lieu-dit « Maguelonne », sur une surface totale de 9 300m<sup>2</sup>.

#### Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation

L'établissement est autorisé à héberger les genres et/ou espèces, dont la liste détaillée figure en annexe 1 du présent arrêté, dans la limite de 250 spécimens adultes.

La présente décision n'autorise pas la détention et/ou l'utilisation d'animaux d'espèces non domestiques différentes.

Un inventaire permanent des effectifs et un livre journal des mouvements d'animaux sont tenus à jour et mis à disposition des agents des services habilités à effectuer le contrôle.

L'établissement est autorisé sous réserve de disposer d'au moins une personne titulaire d'un certificat de capacité pour l'entretien et la présentation au public des espèces présentes sur le parc.

L'établissement est assujéti à la réglementation relative aux établissements recevant du public et aux prescriptions de la commission compétente dans ce domaine.

#### **Article 2.4 - Organisation de l'activité**

Les horaires et périodes d'ouverture au public sont les suivants :

- Le parc est ouvert au public toute l'année
- La plage horaire est de 10 heures à 18 heures, tous les jours de la semaine.

Le nombre de visiteurs est estimé à 20 000 par an.

#### **Article 2.5 - Consistance des installations autorisées**

L'exploitation est un parc zoologique de présentation au public d'espèces non domestiques.

L'établissement est composé :

- d'un bâtiment principal sur deux niveaux qui accueille au rez de chaussée (120 m<sup>2</sup>) des vivariums (20), l'accueil, la boutique et le poste de premiers secours. Dans une partie non accessible au public, où se trouve le logement privatif de l'exploitant, la partie élevage et les locaux du personnel avec les points d'eau et le stockage de matériel de nettoyage et de contention. Au sous-sol (90 m<sup>2</sup>) se trouvent le laboratoire de préparation de l'alimentation (proies congelées, fruits et légumes), un local d'autopsie et une salle de soins vétérinaires, avec une chambre froide, une salle d'élevage des rongeurs, une salle de quarantaine pour les reptiles, et un box de quarantaine pour les autres espèces.
- d'un espace extérieur avec 6 parcs pour les reptiles et de 5 parcs extérieurs pour des mammifères. Un espace pique-nique est situé également à l'extérieur.
- d'un second bâtiment de 400 m<sup>2</sup> comportant 3 boxes de nuit de certains animaux attenants aux parcs extérieurs, 2 boxes d'isolement, le stockage de fourrage et de paille (environ 35 m<sup>3</sup>), de l'alimentation (céréales et granulés) de ces animaux, le stockage de matériel agricole et le stockage de fumiers (10 m<sup>3</sup>).
- La zone technique se trouve au sud de ce second bâtiment et elle sert à l'approvisionnement en fourrages et litières, au rangement des véhicules de l'établissement et au stockage des litières souillées avant épandage.
- Il est prévu un parking extérieur composé de 27 emplacements pour des véhicules légers, 1 place « handicapé », et 1 place pour un autobus.

## **Article 2.6 - Information du public – Pédagogie**

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leur habitats naturels.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

## **Article 2.7 - Participation aux actions de conservation des espèces animales**

L'établissement participe à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces et/ou le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au Préfet, un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'il détient des animaux des espèces concernées par ces programmes.

# **TITRE B : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L' INSTALLATION**

## **ARTICLE 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

## **ARTICLE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS**

Toutes les dispositions sont prises pour assurer la sécurité du public. La séparation des animaux dangereux et du public est garantie en permanence par des dispositifs adaptés. La liste des animaux dangereux est celle de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 10 août 2004 modifié, fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

Les parcs et leurs abords respectent les normes fixées par l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Dans le but de préserver la biodiversité, les écosystèmes, la faune et la flore, il est strictement interdit de relâcher les espèces détenues dans le milieu naturel. Toutes les précautions sont prises pour prévenir la fuite ou l'évasion d'animaux et l'introduction d'organismes nuisibles extérieurs.

#### **Article 4.1 - Clôtures et enclos :**

##### **article 4.1.1 - Clôture extérieure**

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une clôture extérieure d'une hauteur minimum de 1,8 mètre par rapport au terrain naturel, ancrée dans le sol, distincte de celle des enclos réservés aux animaux, de nature à éviter toute évasion ou pénétration non contrôlée d'animaux ou de personnes.

Les poteaux sont soit en acier, soit en châtaignier et ancrés dans le sol dans un plot de scellement de 220 mm et 70 cm de profondeur.

La clôture extérieure est électrifiée, le fil électrifié est isolé des poteaux et est alimenté par un électrificateur de 13 000 V développant une énergie de 2 joules. Cette clôture sera signalée par des panneaux placés à une distance de 50 m au plus entre eux.

Ces panneaux doivent respecter les caractéristiques cumulatives suivantes :

- mesurer au minimum 10 x 20 cm,
- comporter, sur un fond de couleur jaune appliqué sur les 2 faces, la mention « Clôture électrique » en lettres noires d'au moins 25 mm de hauteur,
- résister aux intempéries,
- être fixés solidement à la clôture électrique de façon à être vus de l'extérieur comme de l'intérieur de l'enclos.

La partie de clôture implantée en bordure du cours d'eau respecte les contraintes du PPRI, en matière de distance et de maille de grillage.

Le grillage est enterré soit de 15 cm dans le sol soit pris dans le béton (10 cm).

##### **article 4.1.2 - Clôture intérieure**

Les modalités de réalisation de clôtures intérieures sont adaptées aux mœurs et comportements des espèces.

Le public ne peut pas entrer en contact avec la clôture des espèces présentées. Une barrière de sécurité de 1,1 mètre de haut est positionnée au minimum à 1,5 mètre des clôtures intérieures des espèces dangereuses et à 1 mètre des autres espèces.

Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.

Des palissades de 2 mètres, en rondins de bois ou tressage, sont installées à intervalles réguliers afin de servir de brise vue aux animaux.

Les matériaux pour clore les enclos sont adaptés aux aptitudes des animaux (grillage non déformable, grille, paroi transparente, retour avec inclinaison, couverture complète de l'enclos..). le grillage ne se déforme pas et ne permet pas la fuite des animaux. Le détail de chaque enclos figure au dossier de plans annexé au dossier d'autorisation d'exploiter.

Des clôtures électriques équipent en supplément certains enclos. Le public n'a pas accès à celles-ci. Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.

#### **article 4.1.3 - Dispositions particulières**

Les vivariums sont sécurisés par des sas, non accessibles au public. Les vitrages sont constitués à minima de verre feuilleté de 13 mm.

Différents types de chauffage sont installés pour le bien-être des animaux : des systèmes de chauffage au sol par pompe à chaleur, des chauffages radiants en plafond, des spots, des chauffages aquatiques.

L'humidité ambiante est adaptée en fonction des espèces. Elle est gérée électroniquement pour les espèces les plus sensibles. Il est prévu des systèmes de pulvérisation d'une pluie fine par un système hydroponique, ou de la brumisation par un appareil électrique.

L'éclairage est de type lumière du jour, de manière naturelle ou artificielle. La puissance et le positionnement des éclairages spécifiques contenant des UV sont adaptés à chaque espèce et contrôlés régulièrement.

#### **article 4.1.4 - Dispositions communes**

Les enceintes sont infranchissables une fois closes et munies de dispositifs anti-fuite adaptés.

#### **Article 4.2 - Installations d'hébergement des animaux :**

Les installations d'hébergement des animaux (parcs, bâtiments, bassins) sont adaptées aux mœurs et exigences de chaque espèce. Tous les animaux disposent d'un enclos de jour et d'un enclos de nuit.

Les volières sont équipées sur un quart à un tiers de leur surface de bardages bois, afin de créer un refuge et un abris en cas d'intempéries.

La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce.

Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais.

Les animaux tenus dans des enclos extérieurs ont accès à des abris ou à des locaux leur permettant de se soustraire aux effets du climat négatifs pour leur espèce. Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

#### **Article 4.3 - Accès et séparation**

Les portes sont équipées de dispositifs de rappel. Les accès aux enclos de jour et de nuit sont verrouillés manuellement avec des verrous ou cadenas. Les sas et les portes des vivariums sont munies de serrures à clé unique, sauf pour les animaux dangereux, dont la clé sera individuelle et utilisée par du personnel compétent.

Les enclos sont équipés de sas de sécurité. Les matériaux utilisés pour les sas sont les mêmes que ceux des clôtures et adaptés à chaque espèce.

Les portes donnant sur les vivariums sont dotées d'une partie ajourée permettant de s'assurer de la position de l'animal avant toute ouverture.

Le bâtiment principal dispose d'un sas à son entrée principale.

#### **Article 4.4 - Accès et circulation dans l'établissement**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations non accessibles au public. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Une signalisation appropriée, en contenu et en implantation (sur les voies d'accès et sur la clôture) indique les dangers et les restrictions d'accès.

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage, le stationnement et la mise en œuvre des engins des services d'incendie.

#### **Article 4.5 - Maîtrise de la végétation**

La maîtrise de la végétation est assurée tant dans les enclos qu'à l'extérieur dans l'ensemble de l'enceinte du parc zoologique, de telle manière qu'elle ne porte pas atteinte à l'intégrité des clôtures, grillages et retours et ne nuise pas aux conditions de surveillance de leur état d'entretien et ne serve pas de point d'appui pour l'escalade des animaux.

Il est demandé de privilégier des espèces non invasives rencontrées sur le territoire de la commune.

### **ARTICLE 5 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer le parc dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans l'enceinte du parc. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES**

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les installations sont régulièrement nettoyées et désinfectées.

### **ARTICLE 7 : INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puissent être alertés et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 8 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- l'inventaire des effectifs (livre journal, inventaire permanent conforme aux modèles CERFA qui sera conservé 10 ans à compter de la dernière inscription),
- le règlement intérieur,
- le règlement de service,
- le plan de secours,
- le dossier sanitaire (livre de soins vétérinaires qui sera conservé 30 ans à compter de la dernière inscription), les résultats des analyses etc ...
- les certificats de capacité des responsables des animaux,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture de l'établissement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage, ainsi que les bordereaux de transferts cosignés,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.),
- les procédures d'entretien,
- le protocole de quarantaine,
- les programmes de nettoyage et de désinfection,
- le registre des accidents et incidents (morsures, griffures..),
- le programme des activités pédagogiques,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

## **ARTICLE 9 : INSPECTION DES INSTALLATIONS**

### **Article 9.1 - Inspection par l'administration**

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

### **Article 9.2 - Contrôles particuliers**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

L'établissement accueillant de la faune sauvage et de la faune domestique peut être régulièrement contrôlé à ce titre par les administrations compétentes.



## **TITRE C : PREVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

### **ARTICLE 11 : RÈGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT**

L'établissement respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère soumis à autorisation au titre des livres IV et V du code de l'environnement.

### **ARTICLE 12 : SURVEILLANCE DES ANIMAUX**

L'exploitant met en oeuvre une procédure de surveillance des animaux. Cela concerne l'entretien, l'état de santé et le comportement des animaux, afin de limiter les risques sanitaires et de prévenir tout conduite anormale et toute tentative d'évasion. L'ouverture du parc n'intervient qu'après vérification de l'absence d'anomalie.

L'établissement doit s'attacher les soins d'un vétérinaire sanitaire pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. L'établissement doit s'attacher les services d'une ou plusieurs personne(s) détenteur(s) d'un certificat de capacité pour les espèces détenues.

Les animaux malades ou blessés doivent être isolés des autres animaux et recevoir dans les meilleurs délais les soins d'un vétérinaire ou, sous son autorité, ceux du titulaire du certificat de capacité. Les interventions du vétérinaire ainsi que l'usage de médicaments sont consignés dans un livre de soins qui sera conservé dans l'établissement avec les ordonnances.

Chaque soigneur a la responsabilité des animaux dont il a la charge ; tout comportement anormal est signalé au responsable dès sa constatation ; les informations concernant les animaux sont consignées sur une fiche de rapport quotidien.

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congés, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

L'exploitant tient un registre des incidents et accidents dans lequel sont répertoriés et documentés en fonction des risques envers les personnes, les animaux ou l'environnement, les événements se déroulant sur le site (fuite d'animaux, accidents de visiteurs, incidents naturels, autres).

## **ARTICLE 13 : CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **Article 13.1 - Formation du personnel**

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. Une formation spécifique sur la sécurité est suivie obligatoirement par tout le personnel de l'établissement et effectuée par le vétérinaire du site. Au moins un des employés du parc est titulaire de l'AFPS (Attestation de Formation aux Premiers Secours), ou équivalent en application de la réglementation en vigueur.

### **Article 13.2 - Hygiène et sécurité du personnel et du public**

L'exploitant doit se conformer aux dispositions édictées par le code du travail et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des employés, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

Lors de l'utilisation de produits dangereux, le personnel est tenu de porter des vêtements et matériel de protection (gants, tablier, lunettes, masque à CO<sub>2</sub>) et un rappel annuel des mesures d'hygiène est réalisé dans le cadre de la formation continue.

Le personnel utilise régulièrement tout au long de la journée un savon antiseptique et bactéricide ; les vêtements de travail sont fournis par l'établissement et régulièrement entretenus.

Le personnel du parc zoologique est suivi annuellement par la médecine du travail.

## **ARTICLE 14 : ENCADREMENT DU PUBLIC**

Préalablement à toute ouverture quotidienne de l'établissement au public, un responsable vérifie la sécurité des enclos des animaux dangereux le long du parcours du public.

Le règlement intérieur précise les heures d'ouverture au public et les consignes de sécurité, il est affiché dans son intégralité, en différents points de l'établissement.

Conformément aux préconisations de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH l'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément dans le bâtiment s'élève à 20 personnes auxquelles s'ajoute le personnel (2 personnes).

Pour les visites scolaires et des centres de vacances et de loisirs, l'exploitant s'assure du respect des prescriptions définies par le Ministère de l'éducation nationale ; il s'assure notamment de la surveillance de ces groupes dont la sécurité reste sous sa responsabilité.

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

Une signalisation appropriée, des annonces sonores et des interventions du personnel de surveillance avertissent le public de manière claire et répétée des dangers encourus.

En cas d'urgence, ces informations renseignent les visiteurs sur les consignes de sécurité et le plan de secours.

En cas de sinistre, les visiteurs se rendront vers les issues de secours appropriées en fonction de leur position dans le zoo.

Dans les lieux où il y a contact direct entre les animaux et le public, un dispositif de surveillance rend possible une intervention immédiate d'un agent de l'établissement en cas d'incident ; l'accès des enfants à ces lieux s'effectue sous la surveillance permanent d'un adulte.  
Le protocole d'encadrement du public fait l'objet d'une procédure écrite à l'usage du personnel.

## **ARTICLE 15 : PLAN DE SECOURS ET D'INTERVENTION**

L'exploitant élabore un plan de secours et de soins médicaux d'urgence.

Ce plan définit les conduites à tenir en cas d'incendie ou de fuite d'animaux dangereux, les zones de surveillance et le balisage vers les issues de secours ainsi que les procédures d'évacuation des visiteurs.

Les plans d'intervention facilitant les accès de secours extérieurs ont été distribués au Centre de secours de Réalmont et à la Gendarmerie de Villefranche d'Albigeois.

En cas d'urgence, ces informations renseignent les visiteurs sur les consignes de sécurité et le plan de secours.

### **Article 15.1 - Moyens de communication et alerte**

Le personnel de surveillance est muni en permanence de moyens de communication interne et si nécessaire, de moyens d'éclairage autonomes, avec station de base située à l'accueil, réseau téléphonique et postes mobiles répartis suivant les modes de surveillance.

Le surveillant donne l'alarme par téléphone au responsable présent, ce dernier donne l'alerte dès réception du message en prévenant les secours, pompiers et gendarmes et informe le public par des annonces sonores des mesures de sécurité et d'évacuation mises en oeuvre.

### **Article 15.2 - Fuite d'animaux**

Un protocole d'urgence en cas de fuite d'animaux non dangereux ou dangereux figure au plan d'urgence du dossier d'autorisation.

Le matériel de contention est situé au minimum en deux points du parc. Ce matériel est régulièrement vérifié et manipulé, au minimum une fois par an.

Le personnel doit être habilité à suivre les protocoles et à utiliser les systèmes de rentrée et de sortie des animaux.

L'accès à l'armement et son utilisation sont autorisés au directeur, au vétérinaire et aux chefs animaliers. Dans le cas d'espèces moins dangereuses, la procédure de rattrapage s'effectue au filet ou au fusil hypodermique.

En cas de fuite d'un animal, l'établissement préviendra aussitôt la Gendarmerie de Villefranche d'Albigeois et la préfecture.

### **Article 15.3 - Animaux venimeux**

La détention de reptiles pouvant provoquer des envenimations humaines ne peut être autorisée que si les établissements mettent en place une procédure d'évacuation des personnes qui les auraient subies, garantissant leur prise en charge médicale dans les meilleures conditions.

Les sérums antivenimeux adaptés au traitement des envenimations doivent se trouver en quantité suffisante à la disposition des médecins en charge des blessés dans des délais compatibles avec la qualité de cette prise en charge médicale.

Le stockage de ces sérums, leur délivrance et leur utilisation répondent aux dispositions réglementaires existant en la matière.

#### **Article 15.4 - Protection contre l'incendie**

Avant l'ouverture au public, un plan format A3/A4 est transmis au SDIS. Y figurent au minimum tous les bâtiments, et la distribution intérieure, les accès, les voies de circulation intérieures avec leur identification, les coordonnées téléphoniques des responsables de l'établissement, l'emplacement des prises d'eau, des hydrants, des locaux particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, les moyens d'extinction fixes et alarmes.

##### **article 15.4.1 - Implantation et dégagements :**

L'exploitant doit maintenir libre d'accès à chaque bâtiment pour permettre l'intervention du personnel du SDIS. Ces voies doivent être maintenues dans un tel état qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Elles seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Dans la mesure du possible elles ne doivent pas présenter de cul de sac. A défaut elles doivent être aménagées de manière à permettre le retournement des engins à leur extrémité.

Les dégagements sont réalisés en quantité et qualité conformes aux prescriptions du code du travail.

##### **article 15.4.2 - Protection interne :**

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- Pour le stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : «Ne pas se servir sur flamme gaz» ;
- par la mise en place de trois extincteurs portatifs «dioxyde de carbone» de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

##### **article 15.4.3 - Protection externe :**

##### **Dispositions particulières : Prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**

L'exploitant doit notamment veiller à accueillir et diriger les sapeurs-pompiers pour toute demande d'intervention, et prendre en compte les prescriptions contenues dans l'avis du SDIS:

- Signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité et/ou gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées. Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence depuis l'extérieur par les services de secours;
- Afficher au niveau de l'accueil des secours un plan schématique afin de faciliter l'intervention des pompiers. Il devra représenter au minimum tous les bâtiments, toutes les voies engins et comporter la localisation des hydrants, des locaux à risques particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et d'alarmes ;

- Tenir en permanence à la disposition des sapeurs-pompiers, les plans des bâtiments sous forme de pancarte inaltérable, représentant au minimum tous les niveaux, des locaux à risques particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et d'alarmes ;
- Assurer l'accès aux engins de secours, en aménageant à partir de la voie publique, une voie carrossable (voie-engin) répondant aux critères suivants :
  - Largeur de la chaussée : 3 m
  - Hauteur disponible : 3,5 m
  - Pente inférieure à 15%
  - Rayon de braquage intérieur supérieur à 11 m
  - Surlargeur  $S=15/R$  dans les virages de rayon inférieur à 50 m
  - Force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newton (avec un maximum de 90 kilo-newton par essieu, ceux ci étant distants de 3,60 m) ;
  - Résistance au poinçonnement : 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface de 0,20 m<sup>2</sup>
- Permettre aux pompiers de disposer sur place en tout temps et à moins de 200 mètres de tout bâtiment de l'établissement d'un volume de 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en 2 heures assurant la défense extérieure contre l'incendie au moyen de :
  - En priorité : un poteau incendie ou une bouche d'incendie, au moins, de 100 mm normalisé ayant un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h, sous une pression résiduelle de un bar (NFS 62-200)
  - Une réserve ou point d'eau naturel remplissant les conditions suivantes :
    - Hauteur maximale de 5 m entre l'aire d'aspiration et le niveau des eaux les plus basses ;
    - Toujours accessible aux engins-pompes (plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 16 kilo-newton et ayant une superficie minimale de 32 m<sup>2</sup> (8m\*4m), desservi par une voie carrossable de largeur 3 m, stationnement exclu) ;
    - Protégé si besoin sur la périphérie au moyen d'une clôture et d'un portillon d'accès muni d'un dispositif d'ouverture compatible avec les outils des sapeurs pompiers (carré SP, chaîne ...) ;
    - Signalé par une plaque indélébile, portant le numéro d'identification fourni par le SDIS, et le volume de la réserve.
  - Aménager en bordure de la réserve incendie, une aire d'aspiration accessible aux engins de lutte contre l'incendie, répondant aux caractéristiques minimales suivantes :
    - Accessible depuis une voie-engin ;
    - Superficie de 8m sur 4m ;

- Force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newton (avec un maximum de 90 kilo-newton par essieu, ceux ci étant distants de 3,60 m) ;
- Hauteur maximale de 5 m entre l'aire d'aspiration et le niveau des eaux les plus basses ;
- Pente de 2cm/m dirigée vers l'eau ;
- Protection des chutes d'objets ou de véhicules par l'implantation d'une bordure de 0,30 mètre de hauteur coté plan d'eau soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie ;
- Signalée par une plaque indélébile, portant le numéro d'identification fourni par le SDIS.

#### **article 15.4.4 - Numéros d'urgence**

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- Les numéros d'urgence :
  - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
  - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
  - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112.
- L'emplacement du combiné téléphonique le plus proche
- Les dispositions à prendre en cas de sinistre

#### **article 15.4.5 - Plan de secours :**

Un plan schématique est affiché à l'accueil des secours afin de faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan sont reportés tous les bâtiments, toutes les voies-engins, tous les hydrants, les locaux à risques particuliers, les dispositifs et commandes de sécurité, les organes de coupure des fluides et sources d'énergie, les moyens d'extinction fixes et d'alarmes.

#### **Article 15.5 - Installations techniques**

Les installations techniques (chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de vérifications et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

#### **Article 15.6 - Formation du personnel**

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

## **ARTICLE 16 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Article 16.1 - Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 16.2 - Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

### **Article 16.3 - Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

### **Article 16.4 - Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

## **TITRE D : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **ARTICLE 17 : RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE ET PLANS D'EAU**

#### **Article 17.1 - Bassins aquatiques**

Certains enclos et vivariums sont agrémentés d'un bassin aquatique, dont la taille varie en fonction des espèces. Ces bassins sont alimentés en eau à partir du réseau (remplissage et appoint).

### **ARTICLE 18 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU**

#### **Article 18.1 - Origine et consommation**

Les ouvrages de prélèvement d'eau doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur.

Les volumes prélevés sont relevés hebdomadairement sur un registre tenu à la disposition des installations classées.

La consommation est estimée à 250 m<sup>3</sup>/an.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service est portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

#### **Article 18.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

L'exploitation est raccordée sur le réseau public, le point de prélèvement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

#### **Article 18.3 - Aménagement des réseaux d'eau**

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement sont du type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Tout rejet direct dans le milieu naturel des eaux polluées doit être rendu physiquement impossible.

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux sont conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

#### **Article 18.4 - Schémas de circulation des eaux**

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.



Ces schémas sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 19 : GESTION DES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

## **ARTICLE 20 : GESTION DES EFFLUENTS**

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la(les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 20.1 - Eaux de lavage des enclos**

Il est procédé à un nettoyage quotidien des box de quarantaine, des enclos extérieurs, de la cuisine, des gamelles et abreuvoirs automatiques.

Les vivariums seront nettoyés à minima une fois par semaine.

Le nettoyage se fait essentiellement à sec par frottement à la sciure de bois et désinfection par vaporisation.

### **Article 20.2 - Identification des effluents ou déjections**

La production annuelle est estimée à 8 tonnes brutes de fumier. Ils sont stockés sur une fumière couverte de 15 m<sup>2</sup> d'une capacité de stockage supérieure à 4 mois.

Le fumier sera épandu sur l'exploitation agricole du GAEC de Salvignane, selon le plan d'épandage figurant dans le dossier d'autorisation d'exploiter.

### **Article 20.3 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement**

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

### **Article 20.4 - Entretien des réseaux**

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

### **Article 20.5 - Eaux usées sanitaires**

Les eaux usées proviennent des sanitaires publics de l'établissement, des eaux de lavage, de la cuisine.

Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées :

- dans des dispositifs d'assainissement autonomes spécifiques agréés ;
- par raccordement au réseau communal d'assainissement dans le respect des prescriptions du règlement édictées par le gestionnaire de ce réseau.

Les capacités techniques des systèmes d'assainissement individuel des effluents de l'installation sont, qualitativement et quantitativement, compatibles avec l'ensemble des effluents reçus, ainsi qu'avec les capacités du sol à l'infiltration. Les capacités seront ré-évaluées en cas d'augmentation importante de la fréquentation du parc.

Les rejets épurés sont infiltrés dans le sol et ne rejoignent pas les cours d'eau.

Il est prévu un système d'assainissement d'une capacité de traitement de 1000 l/jour : composé d'une fosse toutes eaux de 3000 litres et d'une micro station de 4000 litres, d'un lagunage planté de roseaux et d'une infiltration dans le terrain naturel. Sa capacité théorique est de 7 eqh.

Le système est distinct de celui mis en place pour l'habitation privée de l'exploitant.

Dès que la fréquentation atteindra une capacité maximale journalière de 80 visiteurs ou 7800 visiteurs par an, l'exploitant mettra en place un autre dispositif d'épuration. Une réserve foncière est mise en place dès à présent.

Un système de lagunage par roseaux est implanté en sortie du dispositif de traitement, avant rejet sur la parcelle.

Les concentrations maximales en sortie du dispositif de traitement calculées sur un échantillon moyen journalier sont :

- Matières en suspension (MES) : 30 mg/l
- DBO5 : 35 mg/l

Une mesure de débit ainsi que de ces paramètres est effectuée par l'exploitant deux fois par an, dont une mesure en période de forte affluence.

Une vidange annuelle du dispositif est assurée par un prestataire d'assainissement externe agréé, selon les préconisations du fournisseur du dispositif et de la réglementation en vigueur.

Les données techniques concernant le système d'assainissement, ainsi que les résultats des mesures, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées, ainsi qu'au service public d'assainissement non collectif. Un contrôle régulier de l'ensemble des dispositifs peut être réalisé par le service public d'assainissement non collectif.

## TITRE E : LES EPANDAGES

### ARTICLE 21 : REGLES GENERALES

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages, notamment celles définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

### ARTICLE 22 : DISTANCES MINIMALES D'EPANDAGE VIS A VIS DES TIERS

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fumiers et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DÉLAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
Fumiers bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois ; Effluents, après un traitement visé à l'art 19 de l'AM du 7/02/2005 et/ou atténuant les odeurs.	50 mètres	24 heures
Autres fumiers de bovins et porcins ; Fumiers de volailles, après un stockage d'au minimum deux mois ; Fientes à plus de 65 % de matière sèche ; Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé ; Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	12 heures
Autres cas.	100 mètres	24 heures

### ARTICLE 23 : MODALITE DE L'EPANDAGE

#### Article 23.1 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée. Elle doit respecter les prescriptions imposées dans la zone vulnérable.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

### Article 23.2 - Le plan d'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

### Article 23.3 - Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole,
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

L'épandage par aspersion n'est possible que pour les eaux issues du traitement des effluents. Il n'est pas autorisé pour les eaux issues des élevages bovins si elles n'ont pas fait l'objet d'un traitement. L'épandage par aspersion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

#### **Article 23.4 - Cahier d'épandage**

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Il comporte en particulier les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation;
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues;
- la surface effectivement épandue;
- les dates d'épandage;
- la nature des cultures;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les apports d'azote organique et minéral;
- le mode et les délais d'enfouissement;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits par une exploitation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Le cahier d'épandage et les bons d'enlèvement, en cas de cession des effluents à un organisme tiers, sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **TITRE F : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **ARTICLE 24 : DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre, notamment de déchets, est interdit.

### **ARTICLE 25 : ODEURS ET GAZ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

### **ARTICLE 26 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

## **TITRE G : DECHETS**

### **ARTICLE 27 : PRINCIPES DE GESTION**

#### **Article 27.1 - Limitation de la production de déchets**

Les déchets internes à l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne sont pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Toute disposition est prise afin de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées. Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisées conformément aux dispositions du code de l'environnement, livre V, titre V sur les déchets et des textes pris pour son application.

#### **Article 27.2 - Stockage des déchets**

Les déchets produits sont stockés dans des conditions prévenant tous les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets produits par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés dans des récipients étanches ou sur des aires étanches.

Quelles que soient les destinations des déchets internes, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production de quatre mois d'activité à allure usuelle des installations.

#### **Article 27.3 - Elimination des déchets banals**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique caoutchouc, etc.) peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Conformément aux articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

#### **Article 27.4 - Elimination des déchets dangereux**

Les déchets dangereux, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires ainsi que les emballages ayant contenu des produits de nettoyage, de désinfection, de traitement ou tout produit présentant un danger pour les personnes ou l'environnement sont éliminés ou recyclés dans les conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

## **Article 27.5 - Cadavres d'animaux**

Les animaux morts seront repérés par les soigneurs, un vétérinaire du site ou un capacitare du site, lors de leur tournée journalière. Les cadavres seront manipulés par les personnes autorisées et munies de protections suffisantes.

L'animal mort est autopsié par le vétérinaire. Dans les locaux de la clinique, les installations sont conçues de manière à permettre un nettoyage et une désinfection après chaque autopsie (sol carrelé, évacuation au sol, jet d'eau...). Les avortons ou avortements d'origine infectieuse sont envoyés à un laboratoire pour analyse.

Toute suspicion ou tout cas de dangers sanitaires de première et de deuxième catégorie doivent être déclarés à la DDCSPP.

Les cadavres sont stockés dans une chambre froide prévue à cet effet. Elle est désinfectée après chaque enlèvement de cadavre.

Les animaux morts sont soit récupérés par l'équarrissage, soit naturalisés pour une présentation sur le site.

En cas de mort d'un animal CITES les services administratifs sont avertis, et les documents légaux leur sont transmis. L'animal ne sera envoyé à l'équarrissage qu'après leur accord.



## TITRE H : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'exploitation ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété fixés dans le tableau ci-après, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne).

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

LAeq,T aux points :	dB(A)
Jour(7 h à 22 h)	70
Nuit, dimanches et jours fériés	60

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celles-ci sont réglementées :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

\* *L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.*

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'exploitant réalisera, au bout de deux ans d'exploitation, à compter de la date de la mise en service de l'installation, une étude de bruit. Cette étude pourra être renouvelée à son initiative, ou à la demande de l'inspection des installations classées.

## **TITRE I : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **ARTICLE 28 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 29 : SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## TITRE J : ANNEXE 1

### NOMBRE D'INDIVIDUS

**Total maximum autorisé : 250 spécimens adultes avec un maximum par espèce selon la liste suivante :**

#### MAMMIFERES

**Maximum 40 individus adultes**

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre moyen
Macropus rufogriseus	Wallaby de Bennett	6
Oryctolagus cuniculus	Lapin domestique	10
Suricata suricatta	Suricate	4
Vulpes zerda	Fennec	3
Callithrix jacchus	Ouistiti à toupets blancs	4
Lemur catta	Maki Catta	3
Pteropus rodricensis	Roussette de Rodrigues	4

#### OISEAUX

**Maximum 40 individus adultes**

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre moyen
Gallus gallus domesticus	Poule domestique	10
Cereopsis novaehollandiae	Céréopse cendré	2
Anser anser domesticus	Oie domestique	5
Aix galericulata	Canard mandarin	10
Rhea americana	Nandou d'Amérique	4

#### REPTILES CHELONIENS

**Maximum 50 individus adultes**

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre moyen
Testudo hermanni	Tortue d'Hermann	5
Testudo graeca	Tortue grecque	5
Astrochelys radiata	Tortue rayonnée	10
Centrochelys sulcata	Tortue sillonnée	3
Stigmochelys pardalis	Tortue léopard	4
Kinosternum carinatum	Tortue carénée	3
Terrapene ornata	Tortue boîte ornée	3
Emys orbicularis	Cistude d'Europe	3

**REPTILES SAURIENS**  
**Maximum 100 individus adultes**

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre moyen
Iguana iguana	Iguane vert	3
Cameleon calyptatus	Caméléon du Yémen	5
Tiliqua gigas	Scinque à langue bleue	2
Pogona henrylawsoni	Dragon de Lawson	3
Pogona vitticeps	Dragon barbu	10
Dipsosaurus dorsalis	Iguane du désert	3
Uromastyx acanthinura	Fouette queue	3
Gekko gekko	Gécko tokay	6
Gekko vittatus	Gecko ligné	3
Physignathus lesueurii	Dragon d'eau Australien	3
Xenagama taylori	Xenagama	3
Phelsuma madagascariensis	Phelsuma de Madagascar	3
Anolis sabanus	Anole de Saba	6
Ctenosaura similis	Iguane noir	3
Eublepharis macularius	Gecko léopard	6
Varan albigularis	Vara à gorge blanche	2
Salvator merianae	Tégu noir et blanc	2
Physignathus cocincinus	Dragon d'eau Asiatique	3

**REPTILES OPHIDIENS**  
**Maximum 50 individus adultes**

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre moyen
Pantherophis guttatus	Serpent des blés	4
Liasis mackloti	Python de Macklot	2
Vipera aspis	Vipère Aspic	2
Elaphe taeniura	Couleuvre vipérine	2
Natrix maura	Serpent ratier	4
Epicrates cenchria	Boa arc en ciel	2
Malayopython reticulatus	Python réticulé	2
Python molurus	Python moulure	2
Python regius	Python royal	3
Boa constrictor	Boa constricteur	2
Morelia spilota	Python tapis	3
Corallus hortulanus	Boa des arbres	4

**REPTILES CROCODILIENS**  
**Maximum 15 individus adultes**

<b>Nom scientifique</b>	<b>Nom vernaculaire</b>	<b>Nombre moyen</b>
Caiman latirostris	Caïman à museau large	4
Paleosuchus palpebrosus	Caïman nain de Cuvier	3
Alligator mississippiensis	Alligator du Mississippi	2

